

INTERVENTION MP A L'ASSEMBLEE GENERALE DES SECRETAIRES GENERAUX
15 décembre 2014

A plusieurs reprise ce matin des camarades ont déclarés : « La CGT dérange c'est la cause des attaques qu'elle subit ».

Je pense tout le contraire. Nous sommes attaqués parce que nous sommes faibles et que nos adversaires ont décidé de nous dégager du paysage syndical.

Nous avons laissé passer trop de chose.

Rappelons-nous la résolution du congrès de Toulouse et l'exigence majoritaire dans la salle de combattre l'ANI et d'en demander son retrait. Exigence qui ne sera pas retenue malgré l'évidente adhésion des délégués. Ce débat comme beaucoup d'autres sont passés à l'as. Comme si l'échec stratégique du mouvement sur les retraites devait déboucher inéluctablement sur plus de conciliation de notre part.

De la même manière, la brutalité libérale actuelle doit-elle amener la CGT à s'institutionnaliser et à s'écarter de sa mission d'organisation de transformation sociale.

Ce ne sont pas de petites questions. Elles n'ont pas été suffisamment abordées ce qui explique le flou et la crise d'orientation dont souffre la CGT. Nous ne sommes malheureusement pas en Italie, en Belgique ou en Grèce où les syndicats sont à la tête de mouvements sociaux d'ampleur contre les politiques d'austérité.

On sait tous que la crise ne sera pas résolue avec la révocation de Thierry Lepaon. Mais personne ne peut ignorer que désormais Thierry cristallise la colère et la perte de confiance dans une cgt en mouvement.

Toute l'énergie positive du CCN et de CE doit être utilisée pour fédérer nos forces pour sortir la CGT de la rubrique des faits divers.

Dans ces conditions un dirigeant peut se grandir en s'effaçant. Surtout quand le risque existe que le moteur cgt puisse ne pas redémarrer. Car se qui est en train d'être abîmé c'est la symbolique même d'une grande cgt. Celle de 1936, de 68, de 95. Celle des grandes luttes au service des intérêts des salariés.

Mes camarades, le programme libéral est annoncé. Les services du Premier ministre ont publié l'agenda des réformes antisociales qu'il mettra en œuvre jusqu'en 2017. La loi Macron n'a pour seul but de lui permettre de légiférer par ordonnances. Le programme fasciste est connu et la Droite et l'extrême droite sont en position de diriger le pays.

Nous avons besoin d'un contre-programme CGT et nous devons y travailler de toute urgence. Dès la CE de demain en prenant une mesure conservatoire symbolique qui fera grand bruit. Celle de retirer nos délégations CGT des fausses négociations en cours sur la sécurisation des parcours professionnels, celle de la réforme du dialogue social et celle du financement des organisations syndicales.

De cette manière les CCN de janvier et de février auront pour but de redéfinir notre orientations syndicales, de laquelle émergera une nouvelle direction et des mandats clairs et partagés par toutes les orgas de la CGT pour les négociateurs. Enfin, pour la Filpac il nous paraît inévitable d'avancer la date du prochain congrès confédéral.